

## Responsabilité pour fait internationalement illicite.

**Le fait générateur :** la question de la nature du fait générateur de la responsabilité pour fait internationalement illicite fait l'objet d'un débat doctrinal :

- une partie de la doctrine suppose que la responsabilité repose sur une faute des sujets du droit international, marqué d'une intention malveillante. Les reproches à l'encontre de cette doctrine repose sur le fait qu'elle est à la fois trop étroite et ambiguë. En effet, faire appel à des éléments aussi subjectifs est difficilement compatible avec la responsabilité des personnes morales, surtout lorsqu'il s'agit d'Etat souverain.
- En revanche, une autre partie de la doctrine propose de recourir à des formules plus neutres et plus objectives, en écartant le terme faute. C'est la solution retenue par l'article 1<sup>er</sup> du projet d'article de la CDI, qui prévoyait « *tout fait internationalement illicite d'un Etat engage sa responsabilité internationale* ». Selon l'article 2 du même projet « *il y a fait internationalement illicite de l'Etat lorsque : a) un comportement consistant en une action ou une omission est attribuable, d'après le droit international, à l'Etat ; et b) que ce comportement constitue une violation d'une obligation internationale* ».

On remarque que la CDI préfère parler d'attribution du comportement que d'imputabilité, terme plus classique, mais qui implique une opération intellectuelle de rattachement alors que l'attribution peut résulter d'une causalité directe.

**A. Violation d'une obligation internationale :**

**B. Attribution à un sujet de droit international :**

**I. attribution à un Etat :**

**1. faits des autorités étatiques :** l'attribution à l'Etat est très largement admise dès lors que le comportement dénoncé émane de personnes ou d'organes sous son autorité effective. D'après l'article 4, un organe de l'Etat « *comprend toute personne ou entité qui a ce statut d'après le droit interne de l'Etat* ». Les dispositions de cet article réalisent un équilibre entre deux exigences contradictoires : l'autonomie d'organisation interne qui appartient à tout Etat et le souci de ne pas permettre à un Etat d'échapper à sa responsabilité en s'abritant derrière la personnalité juridique distincte qu'il peut reconnaître à ses démembrés.

**a. Le fait illicite est toujours attribué à l'Etat :** au nom duquel agit l'auteur de l'acte ou du comportement illicite. Il peut s'agir d'un organe individuel, depuis les gouvernants et les plus hauts fonctionnaires jusqu'à l'agent le plus subalterne. De même, aucune distinction n'est à établir entre les autorités centralisées et décentralisées, entre celles qui sont spécialement en charge des relations extérieures de l'Etat et les autres, non plus qu'en fonction du caractère législatif, exécutif, administratif ou juridictionnel de l'agent. Tous ces points ont été explicitement rappelés par l'article 6 du projet d'article de la CDI.

❖ **L'activité administrative :** du fait que cette activité comporte le plus de contacts entre l'Etat et les particuliers, les faits qui peuvent engager la responsabilité de l'Etat dans ce domaine sont particulièrement nombreux :

- des actes qui portent atteinte aux contrats bénéficiant aux étrangers et qui mettent en cause non seulement le principe du respect des obligations contractuelles, mais encore celui du respect des droits acquis.

- Des actes d'arrestation arbitraire suivis de mauvais traitement : comme exemple l'affaire Costa Rica Packet entre le Royaume Uni et les Pays-Bas du 25 février 1897.

- L'inertie des pouvoirs publics dans la poursuite des auteurs de violations des droits de l'homme et les enquêtes judiciaire à leur encontre.
- Des actes d'expulsion arbitraire, comme dans l'affaire Ben Tillet entre le Royaume-Uni et la Belgique.
- Des actes accomplis par les autorités militaires en temps de guerre comme en temps de paix.

❖ L'organe législatif : tant par son abstention que son action, il expose la responsabilité de l'Etat s'il méconnaît ses obligations internationales. L'abstention ou l'omission d'adopter des mesures législatives nécessaires à l'exécution d'une obligation internationale, notamment de comportement, est un fait internationalement illicite. Plus fréquemment, c'est parce que les initiatives normatives, du législateur national contredisent un engagement conventionnel qu'un fait internationalement illicite sera attribué à l'Etat. D'un autre côté, un gouvernement ne peut invoquer comme excuse l'indépendance du parlement ou le mauvais fonctionnement des procédures parlementaires. Voir l'affaire de l'Alabama, la sentence arbitrale du 14 septembre 1872 refusait de prendre en compte l'insuffisance de la législation interne pour exonérer le Royaume-Uni de sa responsabilité.

❖ L'organe juridictionnel : le principal acte juridictionnel internationalement illicite est le déni de justice. en effet, l'Etat se doit d'accorder aux ressortissants étrangers une certaine protection juridictionnelle. Tout manquement à cette obligation coutumière et de plus en plus conventionnelle, constitue un déni de justice

b. Le fait d'un agent incompetent est susceptible d'engager l'Etat : cette solution est admise par l'article 7 du projet d'articles de la CDI, et elle est conforme avec la jurisprudence internationale. Le Protocole I de Genève de 1977, dispose dans son article 2, qu'un Etat est responsable de tous les actes commis par les personnels de ses forces armées au cours des conflits armés internationaux.

c. Le fait des particuliers susceptible d'engager l'Etat : c'est le cas des particuliers qui, à la suite d'événement exceptionnels, en temps de guerre notamment, se conduisent en fonctionnaires de fait de celui des particuliers qui exerce une activité précise à l'instigation de l'Etat dont ils exécutent les injonctions. Entrent dans cette dernière catégories : les dirigeants des partis uniques, les personnes suivant des consignes de boycott ou de prise d'otage ordonnés ou inspirés par des autorités publiques à l'encontre d'intérêts étrangers, les personnes chargées de missions d'espionnage ou de sabotage. Ces points sont confirmés par l'article 9 du projet d'article de la CDI.

Dans ce contexte, la CIJ dans l'affaire du Personnel diplomatique et consulaire des Etats-Unis à Téhéran 1980, a précisé que « les organisme de l'Etat iranien ayant approuvé ces faits et décidé de les perpétuer, l'occupation continue de l'ambassade et la détention persistante des otages ont pris le caractère d'actes dudit Etat. Les militants...sont alors devenus des agents de l'Etat iranien dont les actes engagent sa responsabilité internationale »

2. Faits des démembrements de l'Etat : les articles 4 et 5 du projet de la CDI considèrent comme fait de l'Etat les comportements des collectivités territoriales ou de toute entité « *qui est habilitée par le droit de cet Etat à exercer des prérogatives de la puissance public* ». Ces dispositions visent les communes, les provinces, les régions, les cantons et les Etats membres des Etats fédéraux, les administrations autonomes des territoires dépendants. Ce sont ces entité très diverses que l'on regroupe sous le vocable de « démembrements de l'Etat ».

L'autonomie de ces démembrements en droit interne n'est qu'un fait pour le droit international. Ces principes sont conformes à une jurisprudence internationale bien établie en ce qui concerne notamment la responsabilité des Etats fédéraux du fait des comportements de leurs Etats membres. L'Etat fédéral ne peut s'abriter derrière une constitution qui organise l'autonomie de ses éléments composants pour dégager sa responsabilité internationale. La sentence arbitrale du 26 juillet 1875, rendue dans l'affaire du Montijo (USA contre la Colombie), pose très explicitement le principe selon lequel l'Etat ne peut invoquer une insuffisance de son droit interne pour se soustraire à sa responsabilité ; c'est au droit interne de s'adapter aux exigences du droit international et non l'inverse.

3. **Faits des particuliers** : le principe général applicable est très clair : l'Etat n'est jamais responsable des faits de particuliers, car leurs actes ne peuvent lui être attribués. Toutefois, à cette règle il peut exister une exception : l'Etat peut être tenu responsable des faits des particuliers sous sa juridiction lorsqu'il n'a pas pris des précautions suffisantes pour prévenir un incident ou pour protéger les victimes. La responsabilité de l'Etat est engagée, dans ce cas, non pas du fait du particulier auteur du dommage, mais en raison du comportement de ses propres organes, qui n'ont pas observé l'obligation de vigilance qui leur incombe. Il reste que la reconnaissance de la responsabilité pénale internationale des individus n'exclut pas la responsabilité des Etats, dès lors que les conditions d'engagement de cette responsabilité sont établies (art. 25§4, de la Convention de Rome de 1998 relative au Statut de la CPI).

4. **Faits d'insurrection** :

## II. **attribution à une organisation** :

1. **faits de l'organisation internationale elle-même** : comme les Etats, les OI voient leur responsabilité internationale engagée du fait des comportements illicites qui leur sont imputable. Il n'y a là qu'une conséquence nécessaire de leur personnalité juridique.

Le régime de cette responsabilité suit, dans ses règles générales, celui de la responsabilité de l'Etat.

a. **faits des organes et agents de l'organisation agissant dans le cadre de leurs compétences** : la responsabilité de l'organisation peut être engagée tant pour les initiatives des organes normatifs que pour les agissements des services « administratifs » et juridictionnels de l'organisation.

Il n'est pas rare que les chartes constitutives ou les accords de siège des organisations prévoient le recours à l'arbitrage pour certains différends avec les Etats dans ces hypothèses où, implicitement, la responsabilité de ces organisations pourrait être engagée.

b. **faits d'organes et d'agents incompetents** : bien que l'agent ait agi ultra vires, l'organisation n'en est pas moins tenue par ces agissements et elle engage sa responsabilité dans les mêmes conditions que les Etats. ainsi, les Nations Unies, alors même qu'elles refusent d'indemniser les victimes d'actes commis par les forces de maintien de la paix qui résultent des nécessités militaires, reconnaissent leur responsabilité pour les actes de pillage et de violence commis par ces forces en dehors des opérations militaires.

2. **faits des Etats agissants pour le compte des OI** : les limites imposées aux capacités opérationnelles des organisations internationales les obligent souvent à mandater leurs Etats membres pour réaliser certaines de leurs tâches ou à recourir à des agents nationaux pour l'exécution de certaines activités. L'attribution de la responsabilité internationale se révèle parfois délicate en raison du partage de l'autorité exercée sur ces agents ou de la marge d'appréciation laissée aux autorités nationales. Dans le

cadre des opérations de maintien de la paix menées par les Nations Unies, il convient de s'interroger sur l'effectivité et l'intensité du contrôle exercé par l'organisation sur les contingents militaires nationaux.

### C. Circonstances excluant l'illicéité :

La liste des circonstances excluant l'illicéité n'est pas facile à arrêter. La CDI a travers les article 20 à 26 du projet en a retenu six : le consentement, la légitime défense, les contre mesures, la force majeure, la détresse et l'état de nécessité. On peut regrouper ces circonstances en deux catégories selon qu'elles tiennent à la victime du dommage éventuellement causé par le fait internationalement illicite ou qu'elles lui sont étrangères.

#### I. Faits de la victime :

1. **le consentement de la victime** : a la différence du droit pénal interne, le droit international admet que l'illicéité n'est pas automatiquement constituée par des circonstances objectives ; la volonté des sujets du droit international peut suffire à couvrir l'illicéité ou à interdire que l'acte illicite soit imputé à son auteur. De ce fait, d'après l'article 20 du projet d'article, la responsabilité internationale ne peut être engagée, que dans les limites du consentement exprimé.

Pour prévenir les risque d'une utilisation abusive de l'argument du consentement à l'illicéité, le Rapport de la CDI pra.6 du commentaire de l'article 20, a insisté sur les modalités que doit revêtir ce consentement pour être efficace : il doit être « *librement donné et clairement établi. Il doit être effectivement exprimé par l'Etat et ne peut être simplement présumé...* ».

2. **l'exercice de légitime défense** : lorsque l'acte illicite n'est qu'une réponse à un autre acte illicite, dans des conditions justifiées par la notion de légitime défense, le sujet de droit qui à l'origine du processus ne pourra invoquer l'illicéité du comportement qui lui est opposé. Par son attitude initiale, la victime en second a perdu son droit à invoquer l'illicéité du comportement en réponse. Sans entrer dans le débat sur la notion même de légitime défense et sa portée, l'article 21 se contente de renvoyer à la Charte des Nations Unies dans son ensemble, et non au seul article 51 de cette dernière, pour éviter d'avoir à proposer une interprétation de cette disposition.

3. **les contres mesures** : aux termes de l'article 22 du projet de la CDI, les contres mesures constituent une circonstance excluant l'illicéité. Cependant, les contres mesures n'excluent l'illicéité que dans de strictes conditions que le projet de la CDI s'est forcé d'encadrer aussi strictement que possible à travers les article 49 à 53 :

i. d'après l'article 49 par.1 ; l'Etat lésé ne peut prendre de contres mesures à l'encontre de l'Etat responsable que pour amener cet Etat à acquitter de ces obligations en matière de responsabilité, c'est-à-dire pour obtenir la reprise du respect de l'obligation violée, la cessation de la violation, une réparation appropriée et, le cas échéant des garanties de non répétition.

ii. Selon l'article 49 par.3 elles doivent permettre la reprise des obligations en question.

iii. L'article 53 prévoit que les contres mesures doivent cesser « *dès que l'Etat responsable s'est acquitté des obligations qui lui incombent à raison du fait internationalement illicite* ». l'article 52 par.3 prévoit aussi qu'elles doivent cesser si « *le différend est en instance devant une cour ou un tribunal habilité à rendre des décisions obligatoires pour les parties en cause* ».

iv. Aux termes de l'article 50, le recours à la force armée est exclu sauf de manière compatible avec la Charte des Nations Unies et les contres mesures ne doivent porter atteinte ni à une règle de jus cogens, ni aux immunités diplomatiques.

v. Selon l'article 52 les contres mesures, en principe, ne peuvent être prises qu'après que l'Etat lésé a demandé à l'Etat responsable de s'acquitter de ses obligations et offert d'entrer en négociation.

**II. Circonstances étrangères à la victime :** certains faits extérieurs, tout à la fois à l'auteur du manquement et sa victime, peuvent dégager la responsabilité internationale.

1. **La force majeure :** conformément à l'article 23 la force majeure est « *une force irrésistible ou un événement extérieur imprévu qui échappe au contrôle de l'Etat* ». Si la force majeure annule le caractère illicite du comportement, c'est à la condition, cependant, que le responsable n'ait pas contribué par sa négligence à la survenance de la situation de force majeure ou de cas fortuit. En effet, par définition, il doit s'agir de comportements véritablement involontaires.

2. **L'état de nécessité :** la situation est ici un peu différente, en ce que l'auteur de l'acte *choisit*, face à un péril extrême, de ne pas respecter une obligation internationale et prend le risque d'adopter un comportement illicite. C'est parce que son choix, en réalité, n'est pas plus libre ou volontaire que dans le cas de force majeure qu'il sera exonéré de sa responsabilité.

3. **l'état de nécessité :** il a été retenu par l'article 25 du projet, mais d'une façon très restrictive afin d'éviter une utilisation abusive de cette notion. Il suppose un péril grave et imminent pour un « intérêt essentiel » de l'Etat. On imagine aisément les divergences d'appréciation entre sujets de droit à propos d'un tel danger. En effet, l'état de nécessité ne sera susceptible d'effacer l'illicéité d'une violation du droit que si plusieurs conditions sont cumulativement réunies :

- l'excuse ne doit pas être écartée par la règle primaire prétendument violée, expressément ou même dans son esprit.
- La violation du droit était le seul moyen utilisable.
- Cette violation ne doit pas porter atteinte à un intérêt tout aussi essentiel de l'Etat victime ou de la communauté internationale dans son ensemble.



## Conséquences du fait internationalement illicite

Pendant longtemps, la grande majorité de la doctrine a limité ces conséquences à la seule obligation de réparer le préjudice causé par le fait internationalement illicite. Dès lors, la responsabilité ne pouvait être mise en œuvre que si l'on pouvait apporter la preuve d'un dommage imputable à un sujet du droit international et supporté par un autre sujet de droit.

### I. Le préjudice :

1. **Préjudice matériel et préjudice moral :** l'existence d'un préjudice matériel, quels que soient son objet et sa nature, est toujours suffisante pour engager concrètement la responsabilité de l'auteur du fait internationalement illicite. En ce qui concerne le préjudice morale, la jurisprudence internationale, n'étant pas favorable à ce genre de préjudice. Dans la sentence du 31 juillet 1905, l'arbitre Ralston déclarait « les sentiments ne sont pas mesurables en bolivars ou en livres sterling » (commission mixte de réclamation France-Vénézuéla).

Le revirement a été réalisé par la sentence du 1<sup>er</sup> novembre 1923, dans l'affaire du *Lusitania*, depuis ce précédent, la prise en compte du préjudice moral est devenue la règle. Ainsi l'article 31 §2, du projet d'article de la CDI reflète indiscutablement le droit positif « *le préjudice comprend tout dommage, tant matériel que moral résultant du fait internationalement illicite de l'Etat* »

2. **Distinction du droit et de l'intérêt :**

3. **Préjudice direct et préjudice indirect :** en principe, la solution est simple et ferme. Selon une pratique et une jurisprudence internationale constante, seule le préjudice direct (qu'il ne faut pas confondre avec le dommage immédiat) est susceptible d'engager la responsabilité internationale.

Par définition, est dommage direct celui qui découle *nécessairement* de l'acte illicite ; il suffit donc qu'il soit démontré que tel préjudice est relié par un rapport de cause à effet au fait illicite, qu'il existe entre eux un lien de causalité. En l'absence d'un tel lien, la responsabilité de l'auteur du fait internationalement illicite est engagée du seul fait de l'existence de celui-ci, mais aucune conséquence pratique n'en découle.

Le tout est que n'intervienne pas dans l'enchaînement des faits, un événement qui rompe ce lien de causalité. La rupture du lien de causalité peut être due à des aléas de fait mais aussi à des facteurs juridiques tels que la conclusion d'un contrat d'assurance ou l'existence d'une créance sur la victime directe.

4. **Préjudice immédiat et préjudice médiate :** la responsabilité internationale ne peut être engagée que dans la mesure où le dommage est juridiquement causé à un sujet du droit internationale.

- si c'est un Etat ou une organisation internationale qui subit le préjudice, il n'y a pas de difficulté à admettre que cette condition est vérifiée : on parle, dans ce cas, d'un préjudice immédiat.

- Lorsque la victime concrète est un sujet du droit interne (une personne privée), il faut recourir à une fiction juridique pour pouvoir considérer que c'est un sujet du droit international qui est la victime au sens du droit international.

Partant, traditionnellement, du postulat que les particuliers sont dépourvus de personnalité juridique internationale et ne peuvent être titulaire de droit et d'obligations

dans les relations internationales. Pour éviter un véritable déni de justice, il fallait trouver un détour juridique justifiant l'interposition de l'écran étatique entre les particuliers et le sujet du droit international auteur du dommage.

Cette fiction a son fondement dans l'idée que tout sujet du droit international, en particulier l'Etat, a un droit à voir respecter le droit international en la personne de ses ressortissants ou de ses agents. L'expression est directement empruntée à la jurisprudence internationale qui a consacré cette fiction, par l'arrêt de la CPJI du 30 août 1924. Le dommage subi par un particulier s'analyse dès lors en une atteinte au droit juridiquement protégé de l'Etat ou de l'organisation internationale de faire respecter les garanties, offertes par le droit international, à ses ressortissants ou à ses agents dans leurs relations avec d'autres Etats ou organisations. C'est alors un dommage médiat. Dans l'article 1<sup>er</sup> de son projet d'article sur la protection diplomatique, adopté en 2002, la CDI a défini celle-ci comme « *le recours à une action diplomatique ou à d'autres moyens de règlement pacifique par un Etat qui prend fait et cause, en son nom propre, pour l'un de ses nationaux à raison d'un préjudice subi par ce dernier découlant d'un fait internationalement illicite d'un autre Etat* ».

Ainsi, l'Etat réalise cet endossement par l'exercice de sa protection diplomatique, une organisation internationale par l'exercice de sa protection fonctionnelle.

## **II. Contenu de la responsabilité internationale :**

1. **Exécution de l'obligation, cessation et répétition :** aux termes de l'article 30 du projet de la CDI, l'Etat responsable du fait internationalement illicite a « *l'obligation : a) d'y mettre fin si ce fait contenue ; b) d'offrir des assurances et des garanties de non répétition appropriées si ces circonstances l'exigent* ». il est évident que l'Etat responsable doit s'abstenir de renouveler ou de reprendre le comportement constitutif du fait internationalement illicite ; c'est la conséquence logique du caractère obligatoire des règles de droit international et un nouveau rapport de responsabilité naîtrait du non-respect de ce principe.

2. **l'obligation de réparer :** d'après l'arrêt de la CPJI du 13 septembre 1928, l'obligation de réparer tout manquement au droit est « *un principe de droit international, voire une conception générale du droit* ».

L'article 31 du projet d'article de la CDI précise que « *l'Etat responsable est tenu de réparer intégralement le préjudice causé par le fait internationalement illicite* ».

A la suite du conflit du Golf, la résolution 687 (1991) du Conseil de sécurité « *réaffirme que l'Irak (...) est responsable, en vertu du droit international, de toute perte, de tout dommage...* » et décide la création d'un fond de compensation alimenté par un pourcentage, fixé ultérieurement (résol.705-1991) à 30% de ses exportations pétrolière, et géré par une Commission internationale mise en place par la résolution 692-1991.

La réparation peut revêtir des formes diverses dont l'utilisation et la combinaison est fonction des circonstances, qui doivent toutefois être appréciées à la lumière d'un principe directeur énoncé par l'arrêt n° 13 de la CPJI du 13 septembre 1928 « *le principe essentiel est que la réparation doit autant que possible, effacer toutes les conséquences de l'acte illicite et rétablir l'état qui aurait vraisemblablement existé si ledit acte n'avait pas été commis* ». Par ailleurs, l'article 34 du projet prévoit que « *la réparation intégrale du préjudice causé par le fait internationalement illicite prend la forme de restitution, d'indemnisation et de satisfaction, séparément ou conjointement* ». De ce fait, la réparation prend trois formes :

- la remise des choses en l'état.
- La réparation par équivalence c'est-à-dire l'indemnisation.

- La satisfaction, il s'agit par exemple des regrets exprimés ou des excuses présentées par l'Etat responsable, dans certain cas, d'actes symboliques comme le salut au drapeau.

3. **régime particulier des violations graves d'obligation découlant de normes impératives du droit international général** : la distinction qu'effectue l'article 40 du projet d'article de la CDI, conduit à s'interroger sur les conséquences juridiques propres aux « violations graves d'obligations découlant de normes impératives du droit international général »

### **Mise en œuvre de la responsabilité.**

Le schéma classique de mise en œuvre de la responsabilité internationale suppose que le sujet de droit international qui a subi un dommage (Etat ou OI) adresse une réclamation à celui auquel le fait internationalement illicite peut être attribué dès lors qu'existe un lien de causalité en le fait illicite et le dommage. La nouvelle conception apporter par le projet d'article de la CDI, conduit à infléchir et compléter ce schéma traditionnel à plusieurs points.

#### **I. Invocation de la responsabilité**

1. **le titulaire du droit d'invoquer la responsabilité** : contrairement à ce que se passe dans l'Etat, il n'y existe pas, dans la société internationale, d'autorité centrale pouvant déclencher des poursuites contre un Etat ou une OI auquel un fait internationalement illicite peut être attribué. Sans doute, certaines OI, comme l'ONU ou l'OEA, sont dotées de pouvoirs coercitifs qui, en dernière analyse, peuvent être utilisées pour obliger un Etat à exécuter les obligations qui lui incombent en matière de responsabilité. Mais celle-ci ne s'inscrit pas dans le cadre du droit de la responsabilité, il s'agit de maintenir la paix et la sécurité internationales. L'invasion du Koweït par l'Irak (1990-1991) illustre bien l'ambiguïté de cette situation.

Dans la très grande majorité des cas, seul l'Etat lésé, celui qui a subi un préjudice, immédiat ou médiate, est en droit d'invoquer la responsabilité de l'auteur d'un fait internationalement illicite. L'article 42 du projet, qui rappelle ce principe, y ajoute cependant deux hypothèses :

- la 1<sup>ère</sup> concerne le cas où l'obligation violée est due à un groupe d'Etats dont celui qui invoque la responsabilité fait partie.

- L'article 48 va plus loin encore en admettant que « *tout Etat autre qu'un Etat lésé est en droit d'invoquer la responsabilité d'un autre Etat si :...b) l'obligation violée est due à la communauté internationale dans son ensemble* ». cette disposition vise les violations graves d'obligations découlant de normes impératives du droit international général et, plus généralement, la violation des obligations erga omnes. Comme la CIJ l'a déclaré dans l'affaire de la *Bercelona Traction 1970* « *vu l'importance des droits en cause, tous les Etats peuvent être considérés comme ayant un intérêt juridique à ce que ces droits soient protégés ; les obligations dont il s'agit sont des obligations erga omnes* ».

2. **les modalités de l'invocation de la responsabilité** : les procédures de mise en œuvre de la responsabilité internationale d'un Etat ou d'une OI ne présentent aucune particularité par rapport aux mécanismes usuels des relations entre Etats. elles passent en général par le canal des missions diplomatiques et le règlement pacifique des différends. Si les négociations échouent, le différend peut être soumis à un organe juridictionnel ou arbitral. Certains tribunaux ont du reste été institutionnalisés spécifiquement afin de se prononcer sur des contentieux en matière de responsabilité, comme la Commission d'indemnisation des Nations Unies (Koweït/Irak). Aux termes de l'article 43 « *l'Etat lésé qui invoque la responsabilité d'un autre Etat notifie sa demande à*



*cet Etat* » dans cette demande il «*préciser notamment* » le comportement attendu de l'Etat responsable et la forme que devrait prendre la réclamation.

- II. **Recours à des contres mesures :** l'autre point que le projet d'article de la CDI a apporter à la conception classique de la mise en œuvre de la responsabilité internationale, c'est la notion de contres mesures. En effet, l'institution traditionnelle des représailles, est rebaptisée contre mesures, et elle a été rattachée, malgré des réticences, à la responsabilité et doit dorénavant s'analyser comme l'un des moyens d'obliger ou d'inciter l'Etat ou l'OI auquel un fait illicite peut être attribué à en effacer les conséquences.